

III/ DISPARITÉS ET INÉGALITÉS SOCIOESPATIALES : L'ACTION DE L'UE SUR LES TERRITOIRES

► Des inégalités à l'échelle de l'UE.

Bien qu'il constitue un des espaces les plus développés de la planète (IDH moyen de 0.937) le territoire de l'UE connaît des écarts de richesse entre régions de 1 à 13 (entre le Grand Londres et les régions les plus pauvres de la Bulgarie). Le revenu par habitant roumain est 20 fois inférieur à celui du suédois et le taux de chômage va de 2,1% (Zeeland, Pays-Bas) à 27,1% (Réunion).

La Dorsale européenne constitue l'espace le plus riche et le véritable cœur /centre de l'UE. Un **gradient** (évolution dans l'espace) de développement s'observe dès que l'on s'en éloigne. Certains espaces périphériques souffrent de contraintes fortes (massifs montagneux, grand nord européen, éloignement pour les territoires insulaires et ultramarins), mais d'autres périphéries ont créé des dynamiques de rattrapage.

Globalement l'Europe de l'Ouest apparaît plus riche. Mais la crise récente a cassé les dynamiques à l'œuvre : ainsi l'Irlande (forte croissance du PIB de 1993 à 2006 : en moyenne +8%) a désormais rejoint le groupe des « PIGS » (Portugal-Irlande-Grèce-Espagne : fort endettement et faibles perspectives de croissance), lesquels rattrapaient pourtant leur retard depuis leur entrée dans l'UE (décennie 1980). L'Europe du Sud souffre aujourd'hui d'une économie faiblement industrialisée et dépendante du tourisme (Chypre 12%), elle est fragilisée par des infrastructures inégalement développées, des réseaux mafieux (Italie) ou un fort endettement (Grèce)

L'Europe orientale est très en retrait. L'élargissement a donc accru les disparités dans l'UE. L'Est se distingue par l'importance d'une agriculture peu productive et des industries lourdes. Ces pays constituent des marchés potentiels de consommation et d'équipement et un réservoir de main d'œuvre bon marché : d'où le développement des délocalisations internes à l'UE (Dacia en Roumanie)

► Des inégalités à l'intérieur des Etats. [Ces disparités existent aussi à l'échelle urbaine]

Certaines régions considérées comme pauvre à l'échelle européenne sont relativement prospères dans l'environnement national ou local : la région bulgare de Yugozapaden (abritant la capitale Sofia) a un PIB régional inférieur de moitié à la moyenne de l'UE ; elle est pourtant 5 fois plus riche que la région bulgare la plus pauvre. A l'Est, les régions capitales (métropoles) dont généralement parmi les plus dynamiques.

Ces inégalités existent aussi à l'ouest. Des régions dynamiques s'opposent à d'autres plus en retrait. La Slovaquie et le Royaume-Uni sont des pays de l'UE présentant l'écart de richesse le plus marqué entre leurs régions (de 1 à 4). L'effet « capitale » peut expliquer ces disparités (l'Ile de France produit 29% du PIB français, le Limousin 1%), mais pas toujours (Barcelone et Milan sont très dynamiques). Les héritages historiques restent un facteur explicatif majeur : chômage est 2 fois plus élevé à l'Est de l'Allemagne qu'à l'Ouest (effet RDA) ; le Sud de l'Italie plus pauvre que le Nord....

► L'Action de l'UE sur les territoires : corriger les disparités, assurer la compétitivité (p226)

La politique régionale de l'UE, dite « politique de cohésion » vise à réduire ces écarts à toutes les échelles (tous les pays sont concernés). Développée depuis les années 70 elle a bien fonctionné pour les entrants des années 80. Cette politique « prioritaire » mobilise aujourd'hui des sommes importantes : les « fonds structurels » (versés par le FEDER, le FSE et le FEADER –p 232 & 226) représentent près de 348 milliards d'euros pour la période 2007-2013 (plus du tiers du budget européen). Certains Etats membres donnent à l'UE une contribution financière bien supérieure à ce qu'ils peuvent recevoir en aides.

L'affectation des fonds structurels a créé des tensions : les PIGS ont dû les partager avec les nouveaux entrants (PECO) alors même qu'ils subissaient les effets de la crise. Les PECO sont désormais les principaux bénéficiaires (En Pologne ces fonds financent des infrastructures de transport et des mesures environnementales). Pour l'Ouest, les financements européens (d'un montant plus réduit) concernent certaines régions rurales pauvres, des régions ultrapériphériques (Outre Mer), en reconversion ou des quartiers urbains défavorisés ; ou encore l'innovation, le développement durable et l'accès aux réseaux.

Le succès, notable avant 2007, est mitigé depuis car le budget européen n'a pas augmenté. (p.232)